

# La Lutte de Classe

N° 5

8 Janvier 1957

## PAS D'AUMONE !

### GARANTIE DE L'EMPLOI ET RAJUSTEMENT DES SALAIRES AU NIVEAU DES PRIX !

Face au chômage partiel et quelque fois même total qui frappe de nombreux ouvriers, et pas seulement dans l'automobile, Mr. GAZIER, ministre S.F.I.O. des Affaires Sociales, a décidé de revaloriser les allocations de chômage partiel et de les étendre aux petites entreprises. Cela signifie que les travailleurs dont l'horaire est inférieur à 40 heures se verront allouer un supplément de chômage jusqu'à concurrence de 40 heures. Mais ce supplément sera calculé non pas sur la base du tarif horaire réel mais sur la base du SMIG, soit 128 frs de l'heure! Quand on sait que les travailleurs n'arrivent à gagner un salaire décent qu'en effectuant LE PLUS POSSIBLE d'heures supplémentaires, on ne peut pas ne pas qualifier, à juste titre, d'aumône la mesure prise par M. GAZIER et on est en droit d'affirmer qu'il n'est pas plus socialiste qu'un quelconque PINAY.

Or dans ce domaine moins que dans tout autre, la classe ouvrière ne peut accepter qu'on la traite de la sorte. Car ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement le sort des ouvriers atteints par le chômage (qui constituent et constitueront dans tous les cas une minorité), mais la capacité de résistance de l'ensemble des travailleurs aux attaques de la bourgeoisie, QUI VEUT PROFITER DE LA CRISE POUR ENLEVER AUX TRAVAILLEURS LE PLUS POSSIBLE DES AMÉLIORATIONS QU'ILS LUI ONT ARRACHÉES DE HAUTE LUTTE DEPUIS 1947.

Si les travailleurs licenciés ne sont jusqu'à présent qu'une petite minorité, et peu nombreux encore ceux qui font moins de 40 heures, nombreux déjà sont ceux pour qui les heures supplémentaires (partie essentielle d'un SALAIRE DECENT) ont été supprimées. Jusqu'où ira-t-on? Le capitalisme frappe aveuglément et l'on ne peut pas dire d'avance qui sera frappé et qui sera épargné. C'est cette incertitude que la bourgeoisie veut faire peser d'un poids très lourd sur les épaules des ouvriers, pour entraver sinon paralyser leur résistance à la crise qui sape leur pou-

voir d'achat, par la hausse des prix notamment.

La lutte pour la garantie de l'emploi et le maintien des salaires payés avant la crise (octobre 1956) ne concerne donc pas seulement les travailleurs qui se sont vu réduits au chômage ou ont vu leur nombre d'heures diminuées. Elle intéresse AU MEME DEGRE tous les travailleurs, tous les salariés: si les ouvriers laissent une partie des leurs devenir victimes du chômage leur lutte contre la diminution des salaires provoquée par la hausse des prix sera aussi vouée à l'échec. Les principales conquêtes depuis 1947 sont dues justement au fait que les travailleurs ont pu mener leurs luttes sans la crainte du chômage.

Il faut que tous les travailleurs se pénètrent profondément de la nécessité d'être plus que jamais solidaires et il faut qu'ils présentent un front uni et sans faille en face des capitalistes et de leur gouvernement qui tantôt essaient de rassurer les masses laborieuses au sujet de la crise actuelle pour les endormir, tantôt noircissant la situation à dessein pour les effrayer avec la perspective du chômage et les empêcher de bouger. La classe ouvrière en a vu d'autres; elle ne se laissera ni tromper ni intimider.

Il faut que, de bas en haut, les travailleurs contraignent les organisations syndicales DE TOUTES LES TENDANCES à sortir de leur léthargie et à présenter un programme commun contre les capitalistes et leur gouvernement, au moins sur les deux points suivants:

1°) GARANTIE DE L'EMPLOI POUR TOUS LES OUVRIERS QUI DOIVENT RECEVOIR UN SALAIRE EGAL CELUI ATTEINT PAR CHAQUE CATEGORIE EN OCTOBRE 1956, QUEL QUE SOIT LE NOMBRE DES HEURES DE TRAVAIL.

2°) RAJUSTEMENT DE L'ENSEMBLE DES SALAIRES A LA HAUSSE DES PRIX INTERVENUE DEPUIS LA MEME DATE.

L'un des principaux arguments du Gouvernement pour tenter de justifier la guerre d'Algérie est le fait que les ressources algériennes sont absolument nécessaires à l'économie française. En effet depuis plus d'un siècle que l'Algérie est colonisée toute l'industrie et le commerce français ont développé des liens importants avec ce pays.

La propriété capitaliste a besoin pour s'étendre d'exploiter de façon forcée les peuples coloniaux, et ne peut leur accorder la moindre liberté politique, pendant que dans le même temps elle renforce autour du pays et des peuples qu'elle englobe les entraves à la circulation des marchandises que sont les frontières et les barrières douanières pour protéger son marché intérieur.

C'est pourquoi à l'heure actuelle la propriété capitaliste est le principal obstacle à la fusion harmonieuse des économies des différents pays. Pas seulement de la FRANCE et de l'AFRIQUE DU NORD, mais la crise de l'essence nous l'a montré, de tous les pays.

Et la guerre que mènent nos dirigeants en Algérie loin de résoudre le problème ne fait qu'élargir le fossé entre les deux peuples. Au nom de ce soi-disant intérêt général, ce que les dirigeants de la France défendent en Algérie ce sont les bénéfices de la minorité d'exploiteurs qui possèdent tout en France aussi bien qu'en Algérie.

C'est l'oppression économique et politique de la bourgeoisie française qui a poussé les algériens à la révolte. Maintenir cette oppression ne peut conduire qu'à une rupture définitive. Et les barons de la finance, et le Gouvernement qui les représentent préfèrent conduire le pays à la ruine plutôt que de renoncer à leurs profits. A l'heure actuelle, les deux économies sont complémentaires et les séparer serait certainement catastrophique.

C'est en abolissant la propriété privée, en organisant la production dans l'intérêt de tous et non d'une minorité, en supprimant les barrières douanières et les frontières nationales qu'on peut fusionner les différentes économies dans un tout cohérent.

Les seuls qui peuvent mener cette lutte ce sont les exploités de France comme d'Algérie.

Le prolétariat français n'a aucun intérêt à la poursuite de cette guerre, qui d'une part ruine le pays et de l'autre aboutit à priver l'économie française des ressources algériennes. Et l'on sait que la France ne peut guère se passer des autres.

Lui seul peut en arrachant les usines des mains de leurs maîtres les faire tourner dans l'intérêt de tous, français comme malsumans, et non pour la recherche du profit.

C'est en quoi les travailleurs français se doivent de soutenir la lutte du peuple algérien pour son indépendance, car cette lutte se mène contre les mêmes ennemis. C'est la domination capitaliste qui amène au morcellement national. C'est cette domination que nous devons abolir pour supprimer le nationalisme et non le contraire.

C'est en supprimant le capitalisme en France que nous pourrions offrir au peuple algérien un libre échange de biens sans exploitation ni domination. C'est en quoi les travailleurs du monde entier sont pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce qui veut dire qu'ils n'ont intérêt à opprimer ni directement ni indirectement quel que peuple que ce soit.

Mais c'est pourquoi aussi ils sont internationalistes car seule la suppression des frontières pourra permettre un développement harmonieux des différentes économies nationales.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

"Les intérêts de la classe ouvrière exigent que les ouvriers de toutes les nationalités de Russie se rassemblent en des organisations prolétariennes uniques - politiques, syndicales, coopératives, éducatives, etc. Seul un tel rassemblement des ouvriers des différentes nationalités dans des organisations uniques permet au prolétariat de mener une lutte victorieuse contre le capital international et le nationalisme bourgeois.

LENINE, "Soldatskaïa Pravda n°13

16 mai 1917

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---